



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF FINAL

PÉRIODE DU RAPPORT : 1^{ER} JUIN 2020 - 31 OCTOBRE 2021

Titre du Projet : Pamoja Kwa Djugu “Ensemble pour Djugu” Numéro de référence du projet au MPTF : 00121567	Province : ITURI Zone prioritaire ISSSS : DJUGU Pilier(s) ISSSS : Dialogue Démocratique
Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet : Rien à signaler	Partenaires d'exécution 1. SEARCH FOR COMMON GROUND, 2. CENTRE RÉOLUTION CONFLIT (CRC).
Budget total du Programme (en US\$) Budget pour le partenaire d'exécution : 1.000.000\$ Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) : 80.000\$	Durée du Programme Durée totale : 12 mois Date de démarrage : 01 juin 2020 Date de fin : <i>31 Mai 2021</i>
Contact projet : Lead Manager: Anselme Wimye MUZALIA Directeur de Programmes, RDC awimye@sfcg.org Project Manager: Francis MUBALAMA Coordonnateur Search for Common Ground fmubalama@sfcg.org	Rapport soumis par Nom : Marlou Den HOLLANDER Titre : Directrice Pays Organisation participante (« lead ») : Search for Common Ground Adresse e-mail : mdenhollander@sfcg.org

Abréviations

FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
ISSSS	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC
STAREC	: Programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des conflits armés
UAS	: Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO
SFCG	: Search For Common Ground
CRC	: Centre Résolution Conflits
RDC	: République Démocratique du Congo
ST	: Secrétariat Technique
CAS	: Section des Affaires Civiles de la MONUSCO
MONUSCO	: Mission Onusienne pour le Congo
FOMI	: Forum des Mamans de l'Ituri
ESPAD	: Ensemble pour la Sécurité et la Paix à Djugu

Partie 1 - Points saillants du projet

Organisation de l'Atelier de Paix et de Stabilisation, réunissant plus de 80 personnalités influentes du Territoire de Djugu et des autorités provinciales.

Organisé du 18 au 22 Octobre 2021, l'Atelier de paix et de stabilisation a été une opportunité de clôturer le projet et amener toutes les parties à élaborer et valider le plan d'action pour le plaidoyer en faveur de la paix et la stabilisation.

Pour ce faire, l'atelier a été élargi à d'autres leaders de la communauté au niveau provincial, aux membres du gouvernement provincial, des affaires civiles de la MONUSCO, aux députés nationaux du Territoire de Djugu vivant à Kinshasa, et aux acteurs de stabilisation qui interviennent dans le territoire de Djugu qui n'ont pas participé aux travaux préparatoires.

Afin d'identifier les points d'actions prioritaires pour Djugu, les participants ont mis à jour les plans d'action des processus de dialogues tenus dans le cadre du projet.

Tout en appelant à plus de sincérité de la part des acteurs locaux dans leurs efforts de pacification et de stabilisation du territoire et aussi dans le suivi des avancées des initiatives de paix sur le territoire, les participants ont convenu que pour une paix durable à Dugu, **deux problématiques principales** devraient retenir l'attention des acteurs de stabilisation :

- **Le foncier avec un focus sur les conflits autour des limites administratives entre les Chefferies/Secteurs** (Mambisa et Bahema-Baguru, Walendu-Pitsi, Tatsi et Bahema-Nord). Il a été relevé que les conflits de limites administratives sont communs à toute la province de l'Ituri et que leur résolution de manière durable nécessite autant l'implication des communautés que celle de l'Etat.

- **L'activisme des groupes armés qui continue à paralyser la vie socioéconomique du territoire et à mobiliser une bonne partie de la jeunesse.** Ceci nécessite aussi des actions de l'Etat combinées à des actions communautaires. La restauration de l'autorité de l'Etat a été reconnue comme un préalable avant que l'autorité territoriale ne se focalise sur les conflits de limites administratives.

Des thématiques transversales ont été ciblées pour contribuer à la paix dans le territoire :

- La question des valeurs traditionnelles perdues fondées sur le dialogue comme opportunité de construction durable de la paix.

- La question du Genre, de la Jeunesse et de l'Inclusion sociale. Les jeunes et les femmes sont directement affectés par les conflits mais n'ont pas toujours voix au chapitre quand il faut décider des sujets en lien avec la stabilisation

- La question du rôle des médias dans la construction de la paix durable avec un focus particulier sur la durabilité de la radio communautaire Amani Djugu créée dans le cadre du projet.

89 consultations intercommunautaires ont été organisées dans la première phase du projet.

Celles-ci ont permis aux différentes communautés de s'exprimer librement tout en présentant les différents problèmes sources de conflits dans la zone et surtout les conflits qui les divisent avec les communautés voisines. Elles ont permis de connaître les parties prenantes de chaque conflit et d'avoir une feuille de route pour le déroulement des dialogues intercommunautaires dans les différentes entités.

Une série de dialogues intercommunautaires menant à des engagements de la part des parties en conflit a été réalisée.

Une activité de dialogues facilitée par Search a notamment été organisée à Fataki au mois de Janvier 2021, sous

forme d'échanges entre les membres des deux Églises, plus spécifiquement CECA-20 et 80ème AIC (la première était d'obédience Lendu et la seconde d'obédience Hema). Ces deux Églises se disputaient sur l'occupation illégale de la concession de la communauté CECA-20 par le 80ème AIC. Ce conflit était à la base de violences observées entre ces deux communautés déjà dans les années 2003 - 2004 et de nouveau pendant la période Décembre 2020 - Janvier 2021.

Le dialogue a permis aux deux parties de débattre sur cette question d'occupation, source du conflit. A l'issue de cette confrontation, un plan d'action a été élaboré et signé par toutes les parties prenantes, qui ont convenu de recourir à l'approche collaborative pour résoudre de manière pacifique les problèmes entre leurs membres, avec le but ultime de développer une plus forte cohésion sociale. Deux grandes propositions ont été inscrites dans le plan d'action : (1) les deux parties se sont accordées à garder le *statu co*, selon lequel chacune des parties reste dans son entité en suivant l'exécution du jugement rendu par le tribunal ayant siégé sur cette affaire, et (2) l'autorité administrative locale (AT de Djugu) est chargée de faire le plaidoyer auprès des autorités ecclésiastiques des deux communautés religieuses, pour qu'elles adhèrent au processus de paix. Une autre activité de dialogue a eu lieu entre la chefferie des Bahema-Nord et le Secteur des Walendu-Tatsi. Lors de ce dialogue, les problèmes suivants ont été abordés :

- Deux conflits d'occupations illégales de pâturages collectifs de GBI et du camp de pêche de LULU du groupement Saliboko des Walendu-Tatsi par la population de groupement LOSSANDREMA des Bahema-Nord ;
- Un conflit sur l'occupation illégale de l'enclave JAU appartenant au groupement BUDH'U du secteur des Walendu-Tatsi par la population de groupement Singo de la chefferie des Bahema-Nord ;
- Quatre conflits portant sur les limites administratives entre les groupements Masumbuko des Walendu-Tatsi et ceux de Buku et Lossadrema des Bahema-Nord ;
- Deux conflits, l'un de limite administrative entre le groupement Gobi des Walendu-Tatsi et Lossadrema des Bahema-Nord et l'autre d'occupation illégale des quelques villages du groupement Lossadrema des Bahema-Nord par les originaires des Walendu-Tatsi du groupement Gobi ;
- Sept conflits ont été abordés entre les groupements Gobi des Walendu-Tatsi et ceux de Kpatchu et Lossadrema des Bahema-Nord dont trois conflits portant sur les limites administratives et quatre conflits sur les occupations illégales.

Du 21 au 28 Juin 2021, une activité de dialogue, cette fois-ci entre la chefferie des Bahema-Baguru et celle des Mambisa, a été organisée. Dans sa globalité, seul un conflit (lié au problème des limites administratives entre ces deux entités au niveau de groupement Bendele des Bahema-Baguru et celui de Taratibu des Mambisa) a été traité. Ceci a permis aux communautés d'avoir la même compréhension du problème qui les oppose, de signer des procès-verbaux de médiation et d'élaborer un plan d'action communautaire commun entre les entités en conflits, renforçant de plus en plus cet engagement au processus de la paix.

Formation des leaders locaux (chefs de Secteurs/Chefferies du Territoire de Djugu, Députés provinciaux ressortissants du Territoire de Djugu, Représentants de regroupements culturels Ente, Lori, Mambisa, Kerove, Ekonge, Membres de l'administration du territoire de Djugu).

Cette formation portant sur le leadership cohésif, sur les techniques de gestion des conflits et de gestion des rumeurs a réuni 60 participants du 10 au 12 juillet 2020. A cette occasion, les membres des différentes communautés ont pu échanger sur les opportunités de construire la paix dans leurs entités. Cette activité a permis d'obtenir l'engagement des chefs locaux (Secteurs/Chefferies) pour sensibiliser leur communauté afin qu'elle se désolidarise des groupes armés qui opèrent dans leurs entités, en particulier les CODECO et Zaïre. Un plan de sensibilisation communautaire a été élaboré pendant cette période de formation et exécuté par chaque chef de Secteur/Chefferie et chefs coutumiers, à l'exception de la chefferie de Bahema Banyuwangi qui ne reconnaît pas l'existence de conflits dans son entité. A l'issue des sensibilisations effectuées, les communautés (Lendu et Hema) ont commencé à se fréquenter mutuellement au travers d'activités commerciales dans les marchés qui se trouvent dans leurs entités. Les différentes routes deviennent de plus en plus fréquentables par les usagers routiers. Le taux de criminalité de CODECO a sensiblement baissé dans la région de Djugu.

Renforcement des capacités des structures locales de paix :

Une première formation a été organisée du 12 au 14 septembre à Fataki et du 17 au 19 septembre 2020 à Nizi. Cette formation a réuni les points focaux en charge de monitoring sur la dynamique des conflits et d'autres membres des structures locales de paix. Elle a permis l'acquisition des mises à jour clé sur l'évolution de la dynamique des conflits dans tout le Territoire de Djugu. Elle a également préparé les membres de structures locales/Associations locales sur l'organisation du processus de dialogue. Les deux rapports produits sur la mise à jour de la dynamique des conflits durant le premier semestre ont été partagés avec l'équipe de l'administration du territoire et l'équipe du projet pour informer les prises de décisions. L'une des décisions importantes prise conjointement entre l'équipe du projet et les autorités administratives du Territoire de Djugu a été d'amorcer le processus de dialogue entre les deux chefs de chefferies : Walendu Tatsi et Bahema Baguru. Le processus de dialogue a porté sur la limite administrative du groupe Limani et Tsatsaku dont l'ampleur présente des risques de nouvelles violences dans les deux entités.

Une seconde formation des membres des structures locales sur la durabilité, la fonctionnalité et l'inclusivité des critères, sur lesquels les données sont récoltées par les équipes de suivi et d'évaluation, a eu lieu le 19 avril 2021. Cette formation a aussi touché les aspects de gestion financière et le rapportage des activités et documentation des conflits traités. Au total, 12 membres provenant de 6 des 8 structures ciblées ont participé à cette séance qui, pour certains membres, a été une nouvelle occasion d'améliorer leur façon de travailler et la gestion de leur structure. Certains participants ont déclaré que ce type de séance permet indirectement la durabilité des structures locales de paix. Cette séance a aussi été une occasion pour les participants d'identifier les blocages dans le processus d'intégration de l'approche du genre. A l'issue de cette formation, pour assurer le bon fonctionnement et renforcer la durabilité des structures locales de paix, une liste de documents a été dressée et mise à la disposition de chaque structure.

Réunions de réflexion avec les chefs de Secteurs/chefferies du Territoire de Djugu:

Durant la deuxième phase du projet (du 1er Janvier au 30 Juin 2021), le focus a été orienté sur la nécessité de réveiller la conscience des jeunes leaders du Territoire de Djugu et sur l'importance de leur implication dans le processus de paix. En effet, cette catégorie est particulièrement vulnérable et est souvent exposée aux manipulations de différents ordres. Réfléchir avec les jeunes sur le processus de paix leur a permis de s'engager et de s'impliquer activement à travers un processus de sensibilisation, et non pas à travers les rumeurs. Ces jeunes leaders se sont confiés la tâche de sensibiliser les autres jeunes à se désolidariser des groupes armés et à bannir l'esprit séparatiste entre les communautés.

Renforcement des capacités des journalistes et personnels des radios communautaires qui émettent dans le territoire de Djugu.

Deux formations ont été réalisées sur les thématiques suivantes :

- L'abécédaire du journalisme ;
- La déontologie professionnelle du journaliste ;
- Les délits de presse et les lois relatives ;
- Les techniques de production radio ;
- Le journalisme sensible aux conflits ainsi que la cohabitation pacifique.

La première formation s'est déroulée du 29 au 31 juillet 2020 avec 14 journalistes de 5 radios sur le 7 répertoriées dans la zone de Djugu.

Les journalistes de deux radios communautaires (Tangazeni Kristo et Tam Tam du Mont Bleu) n'ont pas pu participer à cette formation à cause de problèmes d'insécurité dans leur zone. Des séances de coaching ont été organisées avec ces journalistes qui n'avaient pas pu participer à la formation.

Cette formation a contribué à renforcer les connaissances et compétences des journalistes en éthique ainsi qu'en reportages sensibles aux conflits. Elle a aussi contribué à limiter la diffusion de messages de nature à diviser les communautés et à rappeler les rôles des journalistes face à la dynamique des conflits.

La seconde formation a quant à elle eu lieu entre le 29 janvier et le 5 février, et a regroupé 17 participants rassemblant des membres du comité de gestion, des journalistes et techniciens de la Radio Communautaire *Amani-Djugu* installée par le projet *Pamoja Kwa Djugu*. Cette radio a été créée afin de contrer les rumeurs et messages de haine à travers la diffusion d'émissions à caractère pacifique et constructive de la paix.

A travers cette formation, la ligne éditoriale de la nouvelle radio Amani Djugu a été définie et un coaching des équipes de techniciens sur le montage audio numérique mis en place. Cette formation a également contribué à renforcer les connaissances et compétences des nouveaux journalistes. Cela a facilité le démarrage effectif des activités médias de la radio Amani Djugu.

Production d'émissions Magazines, Spots et Flash écho

Une progression en termes de production d'émissions a été observée au cours du projet. Ces émissions visaient à contribuer sensiblement à la gestion des rumeurs dans la zone du projet. Au total, 21 Magazines, 15 Spots, et 8 Flash écho ont été produits. La diffusion de ces produits radiophoniques a été assurée à travers trois radios partenaires en plus de la radio Amani Djugu, installée dans le cadre du projet. Plusieurs réactions d'auditeurs civils et militaires qui suivent les émissions au sein des différentes entités de Djugu ont été recueillies. Ces réactions ont permis de voir que beaucoup soutiennent l'importance du retour à la paix, ainsi que la cohabitation pacifique dans leurs milieux respectifs. Grâce à l'écoute régulière de ces programmes radios, la population a désormais une idée de l'évolution du contexte de leur zone, des potentialités économiques et sociales que présente la région, et commence à changer sa perception vis à vis des autres afin de saisir les opportunités de construction de la paix et du développement.

Partie 2 - La mise en œuvre

2.1 Aperçu

2.1.1 Aperçu financier

Budget total : 1 080 000 USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage : **1 000 000 USD**

Fonds cumulés reçus : **1 000 000 USD (100%** du budget total)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : **964,987.71 USD**

Fonds consommés cumulés : **964,987.71 USD (96.50%** du budget total)

En bonne voie :
Oui. Malgré les difficultés notées dans les deux rapports semestriels qui avaient conduit à un taux de consommation du budget faible, l'équipe est parvenue, grâce notamment à l'extension sans coût du projet, à poursuivre la mise en œuvre des activités. Le projet s'est ainsi terminé avec un taux de consommation de 96.5%.

2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

Objectif Spécifique 1 :

Rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre les conflits de manière progressive et inclusive

Résultat 1.1 :

Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit et mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu de manière pacifique et constructive.

Produit 1.1.1 :

Les structures communautaires sont fonctionnelles et capables de soutenir la population afin d'améliorer la cohésion sociale et transformer pacifiquement les conflits.

Décrire les réalisations par rapport au cadre logique (5 lignes maximum)

Il sied de noter : 30/30 des points focaux ont été identifiés et formés, soit 100% de la cible. Dans l'ensemble, les points focaux et les différents membres des structures locales ont reçu la formation sur l'analyse des conflits, la gestion des rumeurs et un coaching sur la méthodologie de gestion des conflits. Le travail quotidien des points focaux a permis de produire déjà 2/10 rapport sur la dynamique des conflits soit 20%. 8/15 acteurs/Structures ciblées, ont été atteintes soit 53,3%. Les 8 structures identifiées ont toutes été formées, soit 100%. Search n'a travaillé qu'avec les 8 structures initialement identifiées dû aux défis sécuritaires. Les données en rapport avec les critères de fonctionnalité, inclusivité et durabilité collectées avaient démontré que sur les 8 identifiées, 6, soit 75% répondaient à ces trois critères. Considérant que ce résultat est faible, les actions prises pour les prochaines étapes pourraient améliorer la situation de départ.

Produit 1.1.2 :

Les plans d'action communautaires sont inclusifs et signés par toutes les parties prenantes

Décrire les réalisations par rapport au cadre logique (5 lignes maximum)

Il sied de noter que 89/120 des consultations ont été réalisées soit 74,2% alors que sur le 6000 participants prévus, 4258 ont été jusque-là atteints soit 71,0% (dont 2981 soit 70% d'hommes, et 1277 soit 30% des femmes). Les consultations ont permis aux communautés de s'accorder sur le processus de dialogue, la méthodologie et les lieux où ces dialogues intercommunautaires se déroulent. Après ces consultations intra-communautaire, Search avec son partenaire CRC a organisé 4 dialogues en total, une forte réduction au 64 qui a été initialement prévue. Ceci est dû à deux raisons principales : d'abord la situation sécuritaire dans la zone qui a basculé souvent les missions du terrain ainsi que certains changements dans le structure de l'activité, notamment l'implication beaucoup plus élevée des autorités civiles, territoriales et de sécurité. Ce changement a entraîné un budget unitaire beaucoup plus important, nécessitant une réduction des nombres des dialogues tenus.

Produit 1.1.3 :

Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle

Décrire les réalisations par rapport au cadre logique (5 lignes maximum)

Un atelier de 3 jours a été organisé au mois de juillet 2020 réunissant les Députés nationaux et provinciaux, les Leaders et acteurs de la société civile ressortissant de Djugu, abordant les différentes techniques de transformation de conflit à travers l'approche Common Ground, la gestion des rumeurs et le leadership cohésif. 60 personnes ont pris part à cette activité, soit 18,8% de la cible, des réunions bilatérales avec les acteurs clés (chefs secteurs/Chefferies) et équipé de l'administration du territoire de Djugu. En octobre 2021, Search a organisé un atelier de stabilisation avec des leaders de la communauté au niveau provincial, les membres du gouvernement provincial, les affaires civiles de la MONUSCO, les députés nationaux du Territoire de Djugu vivant à Kinshasa, et les acteurs de stabilisation qui interviennent dans le territoire de Djugu et qui n'ont pas participé aux travaux préparatoires dans le but de les amener les parties prenantes à formaliser les recommandations proposées par plusieurs acteurs (les leaders locaux, la section des affaires civiles de la MONUSCO, les acteurs étatiques et députés nationaux et provinciaux), sur base desquelles créeraient un environnement propice pour la paix dans le Territoire de Djugu.

Produit 1.1.4 :

Une campagne de communication qui appui la transformation pacifique des conflits est formulée et fonctionnelle

Décrire les réalisations par rapport au cadre logique (5 lignes maximum)

50% des formations prévues ont déjà été réalisées, 14 journalistes sur les 20 prévus soit 70% ont suivi la formation, et 57% de ces journalistes formés ont assimilé les notions sur le journalisme sensible au conflit d'après les résultats du post-test. 8/36 magazines sont déjà produits et en cours de diffusion par les radios communautaires soit 22,2% de réalisation sous ce produit, pendant que 6/10 spots ont déjà été produits soit un progrès de 60%. Les productions de spots, magazines et flashes écho ont contribué à fournir les informations sur la problématique de conflits à Djugu et comment limiter les violences. Les chefs de Secteurs/Chefferies et autres leaders locaux ont eu les occasions pour s'exprimer à la radio et ont donné des messages de paix et de sensibilisation à toutes les communautés. La nouvelle radio communautaire est effectivement installée et fonctionnelle couvrant tout le Territoire de Djugu. La prochaine étape sera la formation des journalistes et les membres du comité de gestion chargé de l'animation de la radio et l'équipe technique sur le mode de gestion d'une radio communautaire, les techniques de reportage ainsi que le fact Checking.

2.2 Progrès de la mise en œuvre

2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget

Objectif Spécifique 1 :

Rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre les conflits de manière progressive et inclusive

Résultat 1.1 :

Les communautés mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu de manière pacifique et constructive

Produit 1.1.1 :

Les structures communautaires sont fonctionnelles et capables de soutenir la population afin d'améliorer la cohésion sociale et transformer pacifiquement les conflits

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?

De nombreux défis notamment liés à la volatilité du contexte sécuritaire et aux difficultés d'accès (problèmes d'infrastructures) ont engendré des retards dans la mise en œuvre des activités. L'état de siège promulgué par le Président de la République est venu impacter fortement le processus de mise en œuvre des activités avec les structures communautaires étant donné que les acteurs politico-administratifs civils qui avait commencé le projet ont été remplacés par des militaires. Pour faire face à ces difficultés, plusieurs mesures ont été prises. Pour éviter que les difficultés d'accès ne retardent trop la mise en œuvre des activités, il a été décidé de recentrer ces activités sur les zones davantage accessibles et sécurisées. Avec l'appui du Secrétariat technique provincial en Ituri, l'équipe a essayé d'adapter le plan opérationnel du projet à l'état de siège.

Malgré tout, 14 formations à destination des structures locales de paix ont été organisées durant le projet et 56 activités d'appui entreprises.

La consommation du budget est-elle en bonne voie ?

A la clôture du projet, on peut noter un taux de dépense de 109% sur les activités listées sous ce produit. Ceci contraste avec la sous-consommation budgétaire observée en première partie de projet et est liée à la mise en œuvre, en dépit du contexte, d'un nombre important d'activités. La légère sur-dépense avec ces activités est compensée par une sous-dépense pour d'autres activités qui n'ont pas pu avoir lieu comme planifié.

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Les thématiques genre ont été abordées lors de la formation des membres des structures locales de paix afin de les inciter à tenir compte du rôle important que les femmes et jeunes filles ont à jouer dans le processus de dialogue et la réconciliation. Les sujets suivants ont été abordés avec les structures locales de paix : la protection des femmes et jeunes filles pendant les hostilités, la participation des femmes et jeunes filles aux espaces de prises des décisions.

La section genre du territoire de Djugu a été particulièrement active depuis la phase de préparation des activités jusqu'à leur réalisation.

Plusieurs acteurs ont également participé aux processus d'élaboration d'une stratégie genre. Un atelier d'élaboration de la stratégie a été organisé avec la participation des membres de structures locales de paix, les leaders locaux, la section genre du territoire de Djugu, ainsi que d'autres acteurs au niveau provincial.

Produit 1.1.2 :

Les plans d'action communautaires sont inclusifs et signés par toutes les parties prenantes

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?

Non. Beaucoup de retards ont été accusés dans la mise en œuvre des activités liées à ce produit principalement à cause de :

- L'insécurité causée par les groupes armés contre la population avec de graves violations des droits humains ;
- La psychose causée par les tueries, les attaques, les assassinats et les pillages perpétrés par les groupes armés actifs à Djugu ;
- Les infrastructures routières en état de délabrement très avancé ont limité l'accès à plusieurs zones.

Tout ceci a limité d'abord les consultations intracommunautaires qui devaient préparer les processus de dialogues intercommunautaires et les tribunes d'expressions populaires. Même si au final 89 consultations intracommunautaires ont été organisées, aucune tribune d'expression populaire n'a pu avoir lieu et seulement 4 dialogues communautaires ont pu être organisés. La promulgation de l'état de siège dans la Province de l'Ituri étant venu compliquer encore davantage la mise en œuvre.

La consommation du budget est-elle en bonne voie ?

Non. Étant donné que plusieurs activités ont pris du retard avec un nombre final d'activités entreprises nettement en dessous de ce qui était prévu, il y a une sous-consommation budget à la clôture du projet pour les activités liées à ce produits (taux de consommation: 35%).

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Dans l'élaboration des compromis entre les différentes parties en conflits et pendant les consultations intracommunautaires, les points de vue des femmes ont été particulièrement pris en considération. Les choix de lieux de consultation ont toujours tenu compte de la sécurité des femmes, en évitant qu'elles traversent les zones contrôlées par les miliciens pour ne pas les exposer au viol.

Produit 1.1.3 : Insérer l'intitulé du produit

COMPACT : Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?

La situation sécuritaire détaillée plus haut a ici aussi eu un impact sur la mise en œuvre des activités. A cela est venu s'ajouter des problèmes d'agenda des acteurs clés impliqués dans ces activités. Après avoir été reporté au mois de Février, le camp de confiance n'a finalement pas pu avoir lieu. L'Atelier sur la Paix et Stabilisation a en revanche pu avoir lieu. Quant aux réunions bilatérales, seulement une petite part de ce qui avait été prévu a pu être réalisée. Le remplacement des acteurs politico-administratifs civils par des militaires suite à la promulgation de l'état de siège est venu là aussi contrecarrer les plans de mise en œuvre de ces activités.

La consommation du budget est-elle en bonne voie ?

Les difficultés de mise en œuvre se ressentent sur la dépense du budget avec une sous-consommation. Le taux de consommation budgétaire pour ces activités s'élève à 68%.

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Il y a eu une bonne implication des acteurs politiques et administratifs au niveau local dans le processus d'intégration du genre. Leur engagement s'est manifesté d'abord par la participation au processus d'élaboration de la stratégie genre, sa mise en œuvre lors de la réalisation des activités, la mise à disposition du responsable de la section genre du Territoire de Djugu pour venir en appui à l'équipe du projet.

2.3 Défis et mesures de mitigation

2.3.1 Défis principaux rencontrés

Plusieurs défis, brièvement mentionnés plus haut, ont marqué la mise en œuvre de ce projet :

- La compréhension de la pertinence du projet par les communautés de Djugu au début du projet et plus particulièrement durant les trois mois de démarrage a constitué un défi à relever. Il était difficile pour les communautés d'accepter la mise en œuvre de ce projet dans le Territoire de Djugu. Suivant leur compréhension, l'existence du groupe armé CODECO, estimé être de la communauté Lendu, annulait toute action de pacification de la zone.
- La difficulté pour le partenaire de mise en œuvre CRC à justifier une partie importante des fonds alloués à la réalisation de ses activités a réduit la vitesse à laquelle les activités devraient être mises en œuvre, surtout au cours du premier semestre.
- Les conditions sécuritaires précaires avec des groupes armés très actifs dans les zones de mise en œuvre ont présenté un défi majeur. Depuis le début du mois de Mars 2021 jusqu'à ce jour, les attaques des groupes armés CODECO/URDPC, FPICE et Zaïres se sont multipliées dans plusieurs groupements au sein des chefferies concernées par le projet. De graves violations des droits humains ont été observées. Des infrastructures de base ont été détruites : hôpitaux, écoles, marchés et même des habitations.
- Les opérations militaires FARDC pour traquer les rebelles ont été ensuite reconnues comme une nouvelle forme de blocage pour la mise en œuvre des activités. L'accès à certaines contrées est devenu impossible étant déclarées comme zones opérationnelles. Les missions des équipes du projet n'ont ainsi pas pu être tenues comme prévu.
- Souvent une grande partie de la population est en fuite. De plus, certaines zones censées être libérées demeurent abandonnées par leurs habitants plongés dans la psychose. Ceci constitue un blocage pour les équipes de mise en œuvre qui ne pouvaient donc réaliser aucune activité planifiée dans ces conditions particulières.
- La promulgation de l'état de siège sur toute l'étendue de la Province de l'Ituri a également bouleversé la planification préétablie. Etant donné que les activités sont appuyées par la participation des acteurs politiques et les autres autorités de tutelle, l'État de siège a eu comme effet immédiat, une collaboration timide entre les équipes du projet avec les nouvelles autorités militaires en place.
- Les infrastructures routières en délabrement accéléré limitent l'accès dans plusieurs zones. Des bourbiers et embouteillages poussent les équipes à faire parfois plus de 12 heures de voyage juste pour parcourir une distance de plus ou moins 70 Km. Souvent, pendant ces voyages, les équipes du projet arrivent tardivement à destination et se retrouvent exposées aux risques de passer la nuit dans les voitures dans des zones très dangereuses. D'autres zones à l'instar de la commune de Mugwalu, Ndo Okebo et Mabendi, Banyali Kilo demeurent inaccessibles que ce soit par voiture ou par avion. Pour accéder à ces zones, les équipes sont obligées d'utiliser plusieurs moyens de transports pour un même trajet : la voiture pour une distance, la moto pour l'autre et la marche à pied.
- La pandémie du COVID-19, surtout avec la flambée du variant Delta, a été l'un des grands défis pour le projet. Les mesures barrières mises en place par les autorités sanitaires de la RDC (dont la limitation du nombre de participants aux ateliers ne devant pas dépasser 20 personnes) ont conduit à un manque de réalisation des activités de masse devant regrouper un nombre important de participants. C'est le cas des tribunes d'expressions populaires, les initiatives d'actions concrètes en faveur de la réconciliation ainsi que quelques autres activités de dialogue intercommunautaires. De plus, la fermeture des frontières a entraîné une hausse des prix des produits/matériels (carburant, autres fournitures) du fait de leur rareté sur les marchés. Ceci a engendré des coûts supplémentaires ayant une incidence sur la planification. Les tests COVID payants lors des voyages constituent également des coûts qui n'avaient pas été prévus.

2.3.2 Défis et mesures de mitigation

Défis	Mesures de mitigation
1- Volatilité de la situation sécuritaire dans la zone	<p>1 - a/ Une analyse approfondie de la sécurité avant tout mouvement dans la zone.</p> <p>1 - b/ L'implication des chefs locaux dans toutes les phases de mise en œuvre a facilité l'avancement des planifications ;</p> <p>1 - c/ La délocalisation de certaines activités comme les formations et réunions stratégiques des leaders locaux a contribué à la réalisation et avancement de la planification ;</p>
2- Délabrement avancé des infrastructures routières limitant l'accès à plusieurs zones.	2- Les équipes planifient les activités en tenant compte de l'état des routes. C'est-à-dire, réserver une journée entière pour le voyage aller et une pour le retour. De plus, une communication régulière a été assurée avec les bénéficiaires pour les informer d'éventuels changements.
3- Acceptation du projet et compréhension de sa pertinence par les communautés de Djugu ;	3- A titre de mitigation, les activités ont été plus orientées vers les grands influenceurs d'opinions dont les chefs de secteurs/chefferies et groupements, l'équipe de l'administration du territoire, le comité de sécurité, les députés provinciaux et nationaux ressortissants du territoire de Djugu et plusieurs autres chefs coutumiers. L'idée était d'obtenir leur engagement afin qu'ils puissent sensibiliser leurs communautés.
4- Conflit d'agendas entre plusieurs acteurs dans la zone d'implémentation du projet.	4- Efforts de coordination. Cela a facilité la complémentarité des actions sur terrain et surtout la compréhension des rôles et responsabilités des uns et des autres ;
5- Difficultés pour le partenaire de mise en œuvre CRC à justifier une partie importante des fonds alloués à la réalisation de ses activités.	5- Afin de contribuer au renforcement des compétences pour le partenaire CRC, une formation sur les processus de justification des dépenses a été organisée par l'équipe de finances de Search. Cela a contribué à l'amélioration de la qualité des pièces justificatives.
6- L'absence de tous les chefs des entités administratives (secteurs/chefferies et groupements et villages) qui se sont déplacés à Bunia suite aux hostilités.	6- Bien que tous les chefs des entités administratives (secteurs/chefferies, groupements et villages) soient absents dans la zone, ils ont tout de même été associés à la mise en œuvre du projet, avec des conséquences sur le budget prévu.
7- COVID19.	7- Plusieurs actions pour faire face au COVID19 ont été envisagées : test COVID pour tout le staff en mission pour l'appui au projet, achat de matériels de protection à tous les participants aux activités, plusieurs séances avec des groupes restreints pour une même activité, location de grands espaces pour organiser les activités afin de respecter la distanciation sociale entre les participants.
8- Promulgation de l'état de siège.	

8- Des réunions stratégiques ont eu lieu entre les équipes de mise en œuvre et la nouvelle équipe du gouvernement afin de solliciter l'implication des membres du gouvernement dans le projet. Ces réunions se sont tenues au niveau provincial et territorial.

2.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

Face au retard dans la mise en œuvre de certaines activités, une demande d'extension sans coût avait été émise et approuvée. Pour la période d'extension, allant du 01 Juin au 31 Octobre 2021, en commun accord entre Search et l'Unité d'appui à la stabilisation, certaines activités ont été jugées prioritaires. Notamment :

- Le travail sur la question de la durabilité de la radio Amani Djugu (dotation des équipements pour l'AGR, formation des journalistes sur l'informatique de base, mise en place des moyens de transport aux journalistes de la radio, renforcement du système solaire de la radio) ;
- Le travail sur la question de la durabilité des structures locales de paix (formation sur les outils de gestion financière, fonctionnalité de la structure, inclusivité, participation, rapportage et documentation des conflits traités) ;
- La réalisation des activités de dialogue ;
- La réalisation de l'atelier de paix et de stabilisation.

Partie 3 - Éléments contextuels et transversaux

3.1 Contexte et engagement politique

3.1.1 Contexte

Le contexte s'est dégradé au cours du projet. Au début plusieurs signes laissaient penser que le contexte allait être favorable à la mise en œuvre des activités avec la reprise normale de la circulation sur la route nationale n°27, la reprise progressive aussi des travaux communautaires de développement sur certains tronçons routiers, et le retour progressif des chefs des entités administratives dans leurs zones habituelles. Malheureusement, cela n'a pas perduré. Les contextes sécuritaire, politique et sanitaire se sont tous les trois aggravés.

- Suite à plusieurs attaques des groupes armés et aux opérations militaires des FARDC en riposte, certaines zones sont devenues inaccessibles.
- La promulgation de l'état de siège sur toute l'étendue de la Province de l'Ituri a bouleversé la planification préétablie. Ceci a eu des conséquences sur la disponibilité des autorités de tutelle pour l'appui à la mise en œuvre du projet et, surtout, pour le plaidoyer et l'engagement politique au niveau provincial et territorial. En outre, le remplacement des équipes au niveau gouvernemental a eu des conséquences sur la mise en œuvre et le suivi des plans d'actions signés entre les parties lors de chaque activité de dialogue. Malgré les efforts pour engager la nouvelle équipe en place, le retard accusé n'a pas pu être rattrapé.
- La psychose créée au sein des communautés du fait des attaques à répétition n'a pas donné aux équipes la possibilité de réaliser immédiatement les activités planifiées. La colère que ces attaques provoquent a présenté un risque important pour les acteurs du projet.
- Comme évoqué plus haut, la pandémie de la COVID19 et plus particulièrement le variant Delta a impacté le projet par la hausse des prix et l'interdiction de la mise en œuvre d'activités de masse qui a forcé à repenser et parfois annuler certaines activités.

3.1.2 Engagement politique

Au cours du projet, un niveau d'engagement progressif dans la mise en œuvre des activités a été remarqué.

Au niveau provincial : le gouverneur et son cabinet, les Ministères Provinciaux du Plan et le Ministère de l'Intérieur ont toujours été associés dans le processus de mise en œuvre des activités. Leur participation donne une valeur ajoutée sur les activités au niveau local.

Toutefois, bien qu'ils soient associés dans tout le processus, un taux faible d'engagement politique pour le plaidoyer des actions entreprises a été constaté. Par exemple, le suivi des actions et recommandations formulées lors des activités de dialogue au niveau communautaire sont peu suivi par ces acteurs.

Au niveau territorial et local (des acteurs de sécurité FARDC, PNC, leaders locaux) : il est observé une bonne évolution de l'engagement politique des acteurs locaux. C'est le cas de plusieurs chefs de secteurs/chefferies qui sont toujours prêts à participer aux activités de consolidation de la paix.

Les Députés Nationaux et Provinciaux de la zone se sont engagés à accompagner ce processus. Ils ont été impliqués dans la planification et la mise en œuvre des activités.

A travers l'approche TRACK II, le projet a aussi eu, au cours du 1^{er} semestre de mise en œuvre, des rencontres avec des **acteurs étatiques et politiques de Djugu vivant à Kinshasa** pour déterminer et identifier les acteurs diviseurs et connecteurs de la paix en Territoire de Djugu.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
<p>Bien que la coordination entre les acteurs soit généralement faible, plusieurs actions ont été entreprises au cours de la mise en œuvre du projet pour favoriser une plus grande coordination.</p> <p>Au niveau des acteurs de stabilisation avec l'appui de fonds de cohérence pour la stabilisation : participation au groupe de travail réunissant tous les acteurs intervenants à Djugu et Sud-Irumu et toute la Province de l'Ituri. La participation à ces réunions de groupes a permis de recevoir des retours par rapport aux réalisations sur le terrain. Le partage de ces informations sur les activités réalisées et sur celles planifiées permet de faciliter la coordination entre les acteurs et de créer une certaine synergie.</p> <p>Réunions de coordinations inter consortium des acteurs intervenant à Djugu. Ces réunions permettent elles aussi l'harmonisation des planifications évitant ainsi les chevauchements des agendas lors d'implémentation des activités sur le terrain étant donné que les organisations tendent à avoir les mêmes bénéficiaires en commun et à travailler avec les mêmes acteurs étatiques.</p> <p>Cordaid, VNG International et Justice Plus : des réunions de coordination entre consortium ont été tenues avec l'équipe du projet Ensemble pour Djugu. Ces réunions ont, par exemple, porté sur la révision des indicateurs de performance, la mise à jour des plans locaux de sécurité avec notamment des discussions autour de certains problèmes invoqués lors des consultations intracommunautaires. Avec Justice Plus, il y a également eu un effort de coordination pour les sensibilisations médiatiques.</p> <p>Coordination avec le Forum des Mamans de l'Ituri (FOMI) en ce qui concernait la cartographie des acteurs travaillant pour la stabilisation et la transformation des conflits dans la zone.</p> <p>Coordination réalisée avec les affaires civiles de la MONUSCO et la Radio Okapi sur le processus de l'installation de la radio et la définition de stratégies pour sa gestion.</p> <p>Coordination avec les acteurs sans appui du fonds de cohérence avec Interpeace et Pole Institute qui travaillent sur les dialogues communautaires et les questions d'engagement communautaire afin de faciliter la complémentarité entre les acteurs.</p> <p>Au niveau des acteurs étatiques : coordination avec les Ministères Provinciaux du Plan et de l'Intérieur ainsi qu'avec la section genre du territoire de Djugu. La coordination avec les partenaires étatiques a été un élément clé dans la mise en œuvre du projet. Ces démarches ont permis que les équipes bénéficient d'un accompagnement du gouvernement et du secrétariat technique.</p> <p>Processus de coordination, mise en partenariat de la Radio Amani Djugu, créée dans le cadre du projet. Pour la durabilité de la Radio Amani Djugu, il est très intéressant que cette radio puisse avoir plusieurs partenaires. Cette radio a noué deux partenariats.</p>	<p>Cordaid, VNG International et Justice Plus, Forum des Mamans de l'Ituri (FOMI)/ projet Ensemble pour la Sécurité et la Paix à Djugu (ESPAD) et STAREC</p>

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ? Oui /non, si oui, veuillez les décrire.

Search a organisé deux formations sur la gestion programmatique et financière au bénéfice de CRC en novembre et décembre 2020. Cette formation avait pour objectif de renforcer la capacité du partenaire de mieux gérer le financement. Par conséquent, la formation a touché sur les thématiques suivantes :

- L'élaboration du plan de travail
- La gestion budgétaire
- Les réglementations liés au contrat du projet
- Le rapportage narratif
- Le rapportage financier, ci-inclus les modalités de rapprochement de dépenses.

Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?

Concernant les structures locales de paix, les autorités locales ainsi que les points focaux, le besoin en formation, notamment sur l'identification et la déconstruction du cycle de violence, a été ressenti. Les formations organisées au cours du projet ont tenté de répondre en partie à ce besoin. Pour la section genre installée au niveau du territoire, il a été identifié un besoin en formation sur la stratégie et sur les techniques de sensibilisation et d'évaluation des besoins sur l'approche genre.

Pour le comité de gestion et direction ainsi que l'équipe technique de la radio Amani Djugu: bien que plusieurs formations aient été réalisées, ces catégories d'acteurs demeurent novices en techniques journalistiques pour la production des émissions. Il a également été noté un besoin d'accompagnement de l'équipe de gestion sur la gestion administrative et financière d'une radio communautaire, les techniques de lobbying et plaidoyer afin qu'ils parviennent à une bonne gestion et à avoir des projets de développement au sein de leur radio.

3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

L'intégration du genre s'est faite à plusieurs niveaux :

L'élaboration d'une stratégie d'intégration du genre pour ce projet: un atelier d'élaboration de cette stratégie a permis aux hommes et femmes acteurs étatiques, membres des structures locales de paix ainsi que les points focaux en charge du monitoring des conflits de participer à ce processus et de donner leurs points de vues sur les défis d'intégration de l'approche genre dans chaque phase de mise en œuvre du projet et suivant le contexte de la zone. La stratégie, tenant compte des lignes directrices genre applicables dans les projets ISSSS, a permis la mise en place des outils nécessaires pour assurer la vérification des critères quantitatifs du genre dans les activités.

L'organisation des activités a été sensible au genre. Par exemple, le choix des lieux de consultation intracommunautaire a tenu compte de la sécurité des femmes en évitant qu'elles ne traversent les zones contrôlées par les miliciens pour ne pas exposer au viol. Pour les activités Médias, **bien que le nombre des femmes journalistes soit très réduit dans la zone, nous sommes assurés que les femmes puissent donner leurs points de vue dans les émissions magazines et qu'elles proposent également des thématiques** concernant la place de la femme dans la pacification du territoire de Djugu. Des émissions Magazines ont ainsi été réalisées sur les droits et besoins spécifiques de la femme. Dans les spots, une femme notable a adressé un message de paix à la population de Djugu et plus particulièrement aux femmes qui sont les premières victimes des affres de la guerre à coté de leurs enfants.

Participation quantitative : bien qu'il soit difficile d'avoir l'équilibre entre la participation homme-femme lors de chaque activité, une bonne participation des femmes lors des activités de dialogue et médiation a été observée. De plus, sur les 30 points focaux qui ont été identifiés et formés 10 étaient des femmes soit 33,3%. Par ailleurs, une participation importante des femmes est à noter lors des émissions radio pour lesquelles elle se sont mobilisées.

Participation qualitative : les femmes et jeunes filles se sont exprimées pour présenter leurs points de vue sur le processus de la paix à Djugu, les thèmes spécifiques à la protection de la femme et des jeunes filles ont été

abordés lors des activités comme la formation des journalistes et la formation des membres des structures locales de paix.

3.5 Leçons apprises

Les leçons suivantes peuvent être retenues :

L'implication des chefs locaux dès le départ permet de cibler les problèmes réels et orienter de manière efficace les actions formulées dans les plans d'actions signés par les représentants des communautés ciblées.

L'approche participative et la responsabilisation des structures locales de paix dans l'organisation et la tenue des concertations et des dialogues intra et intercommunautaires permettent d'assurer le bon déroulement de la mise en œuvre du projet.

La prise en compte des dimensions du genre et de l'inclusion sociale permet d'assurer une mise en œuvre inclusive des couches qui composent les communautés ciblées et surtout les populations les plus vulnérables dans la consolidation de la paix et de la sécurité.

L'utilisation des structures locales (Initiatives Locales de Paix) existantes, fonctionnelles et inclusives permet non seulement de toucher les problèmes entre communautés mais aussi de poursuivre les efforts pour consolider la paix en renforçant les activités de sensibilisation dans les villages, groupements et chefferies/secteurs.

Accompagner le projet d'un volet autonomisation de la femme et des jeunes pourrait réduire les inégalités et faciliterait la poursuite des activités d'engagement communautaire (sensibilisation et mobilisation sociale) ;

Renforcer la formation des journalistes radios communautaires permet de lutter contre les rumeurs et autres messages hostiles à la cohabitation pacifique et à la cohésion sociale mais aussi à l'accroissement d'accès aux cadres d'échanges et l'amélioration de l'utilisation des structures de paix et institutions de résolution des conflits ;

Sensibiliser davantage les communautés sur le soutien de la participation des femmes dans le processus de gestion et de transformation des conflits et autres différends.

3.6 Etudes réalisées

Les études suivantes ont été réalisées dans le cadre du projet:

- Étude de base du projet
- 5 rapports de suivi ont été produits
- Evaluation finale en cours de finalisation

3.7 Révisions de projet

Plusieurs changements soulignés plus haut ont dû être opérés pour s'adapter au contexte de mise en œuvre comme la délocalisation de certaines activités, la fusion de quelques activités pour s'adapter aux exigences de terrain sollicitant un budget plus élevé que prévu, et à l'inverse le découpage des activités de masse en plus petites rencontres dû aux exigences du contexte sanitaire et enfin l'annulation de certaines activités comme les tribunes d'expressions populaires et les ateliers de confiance.

La durée de mise en œuvre du projet a été étendue suite à la signature d'une extension sans coût qui est venue prolonger le projet de 4 mois. Cette extension a permis de compenser le retard accumulé sur certaines activités et de recentrer le projet autour des axes suivants :

- Durabilité de la radio Amani Djugu (dotation des équipements pour l'AGR, formation des journalistes sur l'informatique de base, mise en place des moyens de transport aux journalistes de la radio, renforcement du système solaire de la radio) ;
- Durabilité des structures locales de paix (formation sur les outils de gestion financière, fonctionnalité de la structure, inclusivité, participation, rapportage et documentation des conflits traités) ;
- Réalisation des activités de dialogue ;
- Réalisation de l'atelier de paix et de stabilisation.

3.8 Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

3.9 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
TOTAL				

3.10 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).

Partie 4 - ANNEXES

- **Budget actualisé**

Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport. Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires ; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu. Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.

- **Plan de travail actualisé**

- **Cadre logique actualisé (merci de faire référer au Modèle ci-dessous)**

GOAL – Résultat global	Indicateur Type	Indicateur	Réalisation semestrielle				Target	% atteint Cumulatif	Source of Vérification	Comment
			I	II	III	IV				
Rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre les conflits de manière progressive et inclusive	STANDARD IR 1.3	% des bénéficiaires qui se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent les membres d'une autre communauté (Attitude)	X	X			75%	33%	Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search	
	SPÉCIFIQUE AU PROJET	% des membres des communautés cibles dans le territoire de Djuju qui reportent que les membres de leur communauté font confiance aux membres de "l'autre" communauté (perception)	X	X			70%	45%	Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search	
	SPÉCIFIQUE AU PROJET	% des membres des communautés qui reportent que les conflits violents entre communautés dans le territoire de Djuju sont transformés d'une manière pacifique	X	X			70%	36%	Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search	
	STANDARD IR 1.1	% des personnes dans le territoire de Djuju qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes (Perception)	X	X			A vérifier après l'EB	25%	Etude de base, Chaque semestre et l'Évaluation finale	
	STANDARD IR1.2	% des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur village devient plus paisible dans un an	X	X			A vérifier après l'EB	26%	Etude de base, Chaque semestre et l'Évaluation finale	
	STANDARD IR1.4	% de personnes qui pensent que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants de leurs zones.	X	X			A vérifier après l'EB	64%	Etude de base, Chaque semestre et l'Évaluation finale	
Résultat Spécifique 1			I	II	III	IV				
Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit et		% des membres des communautés du territoire de Djuju qui reportent avoir accès à un espace ou leurs doléances historiques sont adressées	X	X			80%	75%	TDR étude de base, Rapport de l'étude de base, outils de collecte des données	
		% des membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes : "je n'ai aucun problème si mon enfant marrie quelqu'un de l'autre communauté" (attitude)	X	X			85%	50%	TDR étude de base, Rapport de l'étude de base, outils de collecte des données	

mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu de manière pacifique et constructive		% des membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes : "ma communauté n'aura aucun problème si mon enfant marie quelqu'un de l'autre communauté" (perception)	X	X			80%	50%	TDR étude de base, Rapport de l'étude de base, outils de collecte des données		
		% des membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes : "je n'ai aucun problème à initier un business avec un membre de l'autre communauté si l'opportunité se présente" (attitude)	X	X			85%	74%	TDR étude de base, Rapport de l'étude de base, outils de collecte des données		
		% des membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes : "ma communauté n'aura aucun problème si j'initie un business avec un membre de l'autre communauté si l'opportunité se présente" (perception)	X	X			80%	47%	TDR étude de base, Rapport de l'étude de base, outils de collecte des données		
		Nombre d'étude de base organisée	X	X			1	100%	TDR étude de base, Rapport de l'étude de base, outils de collecte des données		
Produit 1.1			I	II	III	IV					
1. Les structures communautaires sont fonctionnelles et capable de soutenir la population afin d'améliorer la cohésion sociale et transformer pacifiquement les conflits	STANDAR D 1c.3	Nombre de plaidoyers pour la paix et la cohésion sociale menés par les structures communautaires		X		X	Chaque 6 mois		Compte rendu CTC		
	STANDARD 1a.1	Nombre des structures dont le score d'efficacité/durabilité et améliorée		X		X	Chaque 6 mois	2	SSU-INDEX-STRUCTURES-COMMUNAUTAIRES		
	STANDARD 1a.2	% des structures accompagnées qui ont atteint le seuil d'efficacité/durabilité		X		X	Chaque 6 mois	25%	SSU-INDEX-STRUCTURES-COMMUNAUTAIRES		
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des rapports de monitoring produits		X			10	20%	Rapport de monitoring		
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des points focaux identifiés	X				30	100%	Liste des points focaux		
	PROJECT SPECIFIC	Nombre de des points focaux formés	X				30	100%	Liste des participants Fiche d'évaluation de la formation		
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des points focaux participant dans le système de monitoring	X	X	X	X	30	100%	Rapport d'analyse de conflit		

	PROJECT SPECIFIC	Nombre de résolutions formalisés et mises en application par le gouvernement	X	X	X	X	2		Compte rendu des CTC	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre d'acteurs travaillant pour la stabilisation et la transformation	X				15	53,3%	Liste des acteurs cibles (ILP)	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des structures formées	X				8	100%	Liste des participants Fiche d'évaluation de la formation	
	PROJECT SPECIFIC	Nombres des structures communautaires mises en place et fonctionnelles	X	X			8	100%	Contrat de collaboration, Liste de structures, Les rapports produits	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des membres actifs dans les structures locales de paix		X	X	X	80	36	SSU - INDEX - STRUCTURE COMMUNAUTAIRE	
	PROJECT SPECIFIC	% de postes décisionnel occupés par des femmes		X	X	X	50%	39%	SSU - INDEX - STRUCTURE COMMUNAUTAIRE	
ACTIVITÉS										
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Activité 1.1: Identification et formation des points focaux dans les communautés clés ▪ Activité 1.2: Rapport mensuel de monitoring ▪ Activité 1.3: Cartographie des acteurs travaillant pour la stabilisation et la transformation des conflits ▪ Activité 1.4: Formation des structures locales de paix ▪ Activité 1.5: Appui aux structures locales de paix 										
Produit 1.2			I	II	III	IV				
2. Les plans d'action communautaires sont inclusifs et signés par toutes les parties prenantes	STANDARD 1b.1	Nombre de plans d'action communautaires/des documents formalisés entre parties prenantes au processus qui sont formalisés et mis en place.		X		X	Chaque 6 mois	0%	Document d'accord entre les parties prenante aux processus des dialogues	
	STANDARD 1b.3	% de solutions prioritaires proposées dans les plans d'actions communautaires et documents formalisés entre parties prenantes qui sont mis en œuvre		X		X	Chaque 6 mois	0%	Plan d'action communautaire/Document d'accord signé par les parties prenantes	
	STANDARD 1b.2	% de plans d'action communautaires/des documents formalisés entre parties prenantes		X		X	Chaque 6 mois	0%	Rapport Ad hoc d'analyse et d'évaluation sur la prise	

	au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes							en compte des spécifique de la femme dans le plan	
PROJECT SPECIFIC	Nombre des consultations intracommunautaires tenues	X	X			120	74,2%	Rapport d'activité	
PROJECT SPECIFIC	Nombres des participants aux consultations intracommunautaires atteintes.	X	X			6000	71%	Liste de présence	
PROJECT SPECIFIC	Nombre des dialogues intercommunautaires tenus		X	X	X	64	0%	Rapport d'activité	
PROJECT SPECIFIC	Nombre des participants aux dialogues intercommunautaires atteints.		X	X		3200	0%	Liste de présence	
PROJECT SPECIFIC	Nombre des tribunes d'expression populaire organisés		X	X		64	0%	Rapport d'activité	
PROJECT SPECIFIC	Nombre des participants aux tribunes d'expression populaire		X	X		400	0%	Photos, contage avec billets colorés	
PROJECT SPECIFIC	Nombre des activités de rapprochement organisés par les structures locaux de paix			X	X	64	0%	Rapport d'activité	Activité programmée pour les deux derniers trimestres
PROJECT SPECIFIC	Nombre des réunions de suivi et réflexion avec les chefferies organisé			X	X	04	0%	Rapport d'activité	Activité programmée pour les deux derniers trimestres
PROJECT SPECIFIC	Nombre des participants aux réunions de suivi et réflexion avec les chefferies			X	X	80	0%	Liste de présence de l'atelier	Activité programmée pour les deux derniers trimestres
<p>ACTIVITÉS</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Activité 2.1: Consultations intra-communautaires ▪ Activité 2.2: Dialogues intercommunautaires ▪ Activité 2.3: Tribunes d'expression populaires ▪ Activité 2.4: Initiatives/Actions concrètes en faveur de la réconciliation ▪ Activité 2.5: Réunions de suivi et réflexion avec les chefferies 									
Produit 1.3		I	II	III	IV				

3. COMPACT : Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle	STANDARD 1c.1	Nombre des résolutions proposées au Gouvernement qui sont approuvées et mises en application		X	X	X	Chaque 6 mois	0%	Compte rendu des CTC	
	STANDARD 1c.2	Nombre des résolutions spécifiques aux femmes proposées au Gouvernement qui sont approuvées et mises en application		X	X	X	Chaque 6 mois	0%	Compte rendu des CTC	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des cartographies organisées		X			1	0%	Rapport d'activité	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des réunions bilatérales avec les acteurs clés		X			32	9.4%	Rapport d'activité	
	PROJECT SPECIFIC	Nombres des participants aux réunions bilatérales avec les acteurs clés sont atteints		X	X	X	320	18.8%	Liste de présence de chaque réunion	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des camps de confiance organisés			X		2	0%	Rapport d'activité	
	PROJECT SPECIFIC	Nombres des participants aux camps de confiance			X		50	0%	Liste de présence	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des ateliers sur la Paix et Stabilisation de la Territoire de Djugu				X	1	0%	Rapport d'activité	Activité programmée pour le dernier trimestre
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des participants aux ateliers sur la Paix et Stabilisation de la Territoire de Djugu				X	100	0%	Liste de présence de l'atelier	Activité programmée pour le dernier trimestre
ACTIVITÉS <ul style="list-style-type: none"> ▪ Activité 3.1: Cartographie des acteurs soit qui facilitent la stabilisation, soit qui bloquent la stabilisation (en concertation étroite avec SSU, STAREC et CAS) ▪ Activité 3.2: Réunions bilatérales avec des parties prenantes clés ▪ Activité 3.3: Atelier sur la Paix et Stabilisation du territoire de Djugu ▪ Activité 3.4: Camps de Confiance 										
Produit 1.4			I	II	III	IV				
4. Une campagne de communication qui appui la transformation	STANDARD 1d.1	Nombre des programmes radio liés à la thématique de transformation pacifique des conflits et la cohabitation pacifique					02	400%	Fiche de production	
	STANDARD 1d.2	Nombre des journalistes formés sur la sensibilité aux conflits (désagrégés par sexe)	X				20	70%	Rapport d'activité Fiche de présence	

pacifique des est et conflits formulé fonctionnel	PROJECT SPECIFIC	Nombre de formation organisées	X				01	100%	Rapport d'activité	
	STANDARD 1d.3	Nombre des programmes/émission radio liés à la thématique sur les droits de la femme		X	X	X	01	200%	Grille de diffusion, le Back up, le supports audio des émissions	
	PROJECT SPECIFIC	% de participants qui comprennent le journalisme sensible au conflit au post-test	X				14	57%	Pré et post-test	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre de coproduction produites		X	X	X	36	22,2%	Fiche de production, Grille de diffusion Fiche des intervenants, Rapport de diffusion Fiche d'écoute critique des émissions	Activité en cours et sur la bonne voie
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des émissions produites et diffusées		X	X	X	36	0%	Fiche de production, Grille de diffusion	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des flashs produits et diffusé	X	X	X	X	36	0%	Fiche de production, Grille de diffusion Fiche des intervenants, Rapport de diffusion Fiche d'écoute critique des émissions	
	PROJECT SPECIFIC	Nombres d'ateliers préparatoires organisés			X		1	0%	Rapport d'activité	Activité programmée pour Janvier 2021
	PROJECT SPECIFIC	Nombre de participants			X		50	0%	Liste de présence à l'atelier	Activité programmées pour Janvier 2021
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des spots diffusés	X	X	X	X	10	60%	Fiche de production	
	PROJECT SPECIFIC	Nombre de campagne organisée				X	1	0%	Rapport d'activité	Activité programmée pour le dernier trimestre
	PROJECT SPECIFIC	Nombre des personnes atteintes par la campagne (zones couverte)				X		0%	Fiche de préparation, Listes de présence, Fiche d'évaluation, Fiche de production	Activité programmée pour le dernier trimestre

	PROJECT SPECIFIC	Nombre des supports médiatique				X		0%	Fiche de production	Activité programmée pour le dernier trimestre
	PROJECT SPECIFIC	Nombre de radio équipées	X	X			1	100%	Fiche de réception des matériels	
ACTIVITÉS <ul style="list-style-type: none"> ▪ Activité 4.1: Equipement de la radio communautaire ▪ Activité 4.2: Formation des journalistes de la zone ▪ Activité 4.3: Coproductions/Magazines avec les journalistes de la zone sur les histoires/témoignages personnels et entretiens avec les individus clés ▪ Activité 4.4: Flash-Echo Productions pour contrer des rumeurs et discours de haine. ▪ Activité 4.5: Atelier préparatoire avec journalistes, CAS, structures locales de paix, organisations des jeunes et des femmes, SSU et autorités locales sur la planification de la campagne ▪ Activité 4.6: Production conjointe des spots sur la cohabitation pacifique entre les communautés ▪ Activité 4.7: Campagne de communication de masse sur la transformation des conflits et stabilisation de Djugu 										

** Veuillez choisir entre deux types d'indicateurs : Indicateur standard = sont les indicateurs recommandés par ISSSS vous les trouvez dans le cadre logique du pilier.
Indicateur du projet sont les indicateurs créés par votre projet.